Erdogan bloque la livraison de 200.000 masques de protection à destination de l’Italie

19/03/2020 à 23h59



Nous n’aurions jamais imaginé que les travailleurs de la santé et la population n’auraient pas la garnison de protection numéro un : le masque. Pendant des décennies, la production n’a eu lieu que dans les pays où le coût de la main-d’œuvre est très faible, et en fait, jusqu’au 10 janvier (date de la dernière expédition de Chine), elle ne coûtait que quelques centimes. Ensuite, il y a la Turquie, avec une trentaine d’entreprises qui produisent surtout les plus protectrices et dont les hôpitaux ont aujourd’hui désespérément besoin. Eh bien, au moins deux grands groupes italiens qui approvisionnent nos hôpitaux ont acheté et payé des centaines de milliers de masques, mais le gouvernement turc, depuis le 5 mars, les maintient bloqués à la douane de l’aéroport d’Ankara. L’histoire commence fin février : le Comitec (groupe Klinikom) reçoit de la Région Emilie-Romagne une demande de fourniture urgente de masques Fpp2 et Fpp3, avec et sans valve. Le chef de produit du Comitec se présente à Ege Maske, la société turque qui produit un million de pièces par jour. Après avoir vérifié la norme et la qualité, il en achète

immédiatement 200 000, les paie sur le clou 670 000 euros, et en commande 300 000 autres par semaine jusqu'au 30 avril, avec la possibilité de continuer aussi longtemps que nécessaire.

Livrées le 4 mars, elles sont encore à la douane.
La livraison du premier lot a lieu le 4 mars à l'aéroport d'Ankara, mais l'expédition ne commence pas : pendant la nuit, le gouvernement turc a ordonné que l'exportation de ces garnisons nécessite l'autorisation du ministère du commerce extérieur. Notre chef de produit se rend au ministère, remplit les formulaires, retourne à la douane, mais le dédouanement n'arrive pas. Quelques heures auparavant, une apostille avait été ajoutée au décret : "Le visa du ministère de la santé est également requis". Nous sommes le 6 mars, l'ingénieur du Comitec se rend à l'ambassade italienne, qui s'entretient avec le vice-ministre turc et demande une libération immédiate, vu la gravité de la situation en Italie. La réponse est une promesse : dans les deux jours, la cargaison pourra partir. Le soir du 18 mars, il est toujours arrêté à la douane d'Ankara. Dans la même situation, le groupe Sol de Monza, qui fournit des bonbonnes d'oxygène et des soins à domicile aux patients atteints de coronavirus, a besoin de toute urgence de protéger l'ensemble de la chaîne des opérateurs. A acheté et livré 90.000 masques ffp2, mais bloqué à Ankara par la décision d'Erdogan.

Les entreprises turques ne reçoivent plus de commissions
Les entreprises turques qui, entre-temps, ont reçu des commandes de l'Italie et d'autres pays européens ne percevront pas, car personne n'avancera des millions d'euros pour rien. Ces derniers jours, l'Italie à elle seule a bloqué des commandes dans différents pays, dont la Turquie, pour 27 millions de pièces, précisément parce que les commandes, sur lesquelles des paiements anticipés ont été effectués, sont ensuite arrêtées à la douane. L'entreprise Amet Maske (l'une des plus grandes du pays) a déclaré que si le gouvernement turc débloquait les expéditions, il leur donnerait 300 000

masques. Hier, le directeur général d'Ege Maske a déclaré à Eleven News : nous sommes en mesure de fournir des masques à tous les pays européens. En effet, en Turquie, où 98 cas de contagion sont déclarés sur 80 millions d'habitants, pas moins de 30 entreprises sont en mesure de produire 50 millions de masques par semaine, donc dans des conditions permettant de subvenir aux besoins en cas de déclenchement de l'épidémie. En fait, Erdogan bloque l'entrée des euros dans son pays, dans un bras de fer politique entre la Turquie et l'Europe, alors que la pandémie est en cours. "Arrêtez-vous à la douane – dit le chef de produit du Comitec – il y avait aussi celles des autres pays, aujourd'hui il y a celles des entreprises italiennes".

Appel téléphonique du Comte à Erdogan

Le ministre Di Maio n'est pas encore allé à Ankara pour ouvrir un canal humanitaire, rappelant à la Turquie que son économie a décollé également grâce à la technologie italienne qu'il utilise dans ses usines. Tard mardi soir, nous savons que le Premier ministre Conte a téléphoné à Erdogan pour demander le déblocage. Mais pour l'instant, rien ne s'est passé. La société italienne ne peut pas récupérer l'argent auprès d'Ege Mask parce qu'il a été livré ; elle ne peut pas l'amener en Italie parce qu'elle a besoin d'un visa du gouvernement. La Russie, le Kazakhstan, l'Ukraine et la Roumanie bloquent également les exportations. Et lorsqu'un chargement part, on ne sait pas s'il arrivera, car pendant le voyage, il est souvent réquisitionné ou bloqué. C'est arrivé à Gvs, une autre grande entreprise italienne, qui a acheté des masques semi-finis pour la protection civile en Roumanie, mais dans ce cas, la Hongrie s'est chargée de les bloquer.

La production italienne redémarre

Découvrons maintenant notre fragilité, quand la protection de vos opérateurs dépend de la production ou non de ce morceau de non-tissé en Chine, à Taiwan, en Inde, en Turquie, en Corée. Puis une pandémie éclate et vous vous rendez compte que vous

n’avez jamais pensé à garder un stock de matériel stratégique chez vous. Vous vous précipitez maintenant pour construire des lignes de production : Gvs les développe, ce qui, à long terme, a déjà été

Corriere